



## Contre la liquidation des services publics, le combat de résistance est engagé

Le projet de loi de finances du gouvernement Macron-Barnier s'apprête à porter un coup majeur aux services publics locaux en coupant 10 milliards dans les budgets des collectivités territoriales.

Crèches, cantines, centres de loisirs, centres de santé, écoles, logement, voirie... Autant de services répondant aux besoins de la population qui seraient drastiquement réduits en raison de ces coupes.

Le gouvernement compte sur les élus locaux pour faire passer cette politique. Certains acceptent de s'en faire le relais. D'autres résistent.

Du côté des agents territoriaux, l'indignation grandit et les appels à la mobilisation se multiplient pour défendre les services publics, avec les syndicats : des agents du conseil départemental de Haute-Garonne contre la suppression de 500 postes d'agent contractuel ; des auxiliaires de puériculture de la mairie de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) pour l'obtention d'une prime et la possibilité de choisir leurs dates de congés annuels ; des agents de la Ville de Lyon (Rhône) contre les coupes dans le budget municipal qui pourraient entraîner la suppression de centaines de postes ; des agents du conseil départemental de Seine-Saint-Denis contre la fermeture de trois crèches départementales ; des animateurs du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour la titularisation des agents et contre la baisse des budgets alloués ; des agents hospitaliers du CHRU de Lille (Nord) contre les trois jours de carence...

Ils ont raison, les agents territoriaux engagés dans la grève pour la satisfaction de leurs revendications. Ils ont raison, les élus qui se dressent contre les coupes que veut leur imposer le gouvernement.

**Annulation des 10 milliards de coupes dans les budgets  
des collectivités territoriales !**

**Confiscation des milliards du budget de la guerre  
et de ceux offerts aux capitalistes, pour les affecter aux besoins  
des travailleurs et de leurs familles !**

**Dehors le gouvernement et sa politique de destruction des services publics !**

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Courriel et/ou téléphone : .....

**A retourner à :** contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,  
BP 31, 93105 Montreuil Cedex.

Accédez au site du  
Parti des travailleurs  
en flashant le QR Code

